

# ARCADIA

Annual Report on Commodity Analytics and Dynamics in Africa

sous la direction de  
Philippe Chalmin  
et Yves Jégourel

## L'Afrique et les marchés mondiaux de matières premières

2019

CYCLOPE

 **POLICY CENTER**  
FOR THE NEW SOUTH

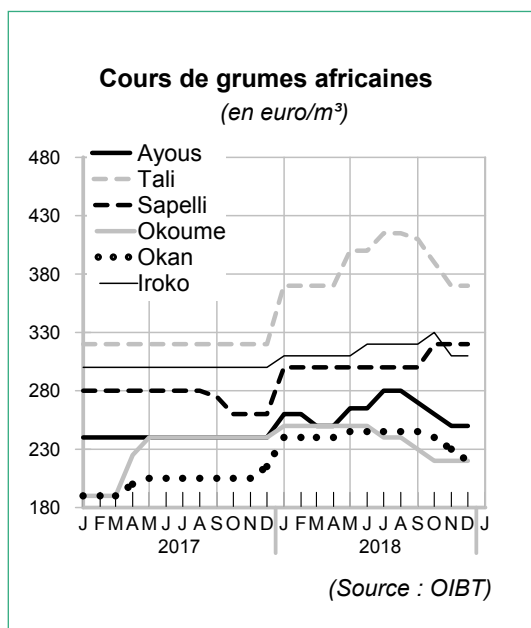
THINK • STIMULATE • BRIDGE

# Bois tropicaux

Une année révélatrice de grands changements qui se préparent pour le bois africain vient de s'achever. En 2018, trois événements majeurs se sont en effet produits et leurs développements auront des conséquences significatives sur le secteur forestier dans les prochaines années : l'abandon par le groupe français Rougier d'une grande partie de ses activités en Afrique centrale, l'annonce de l'institutionnalisation légale de la certification du Forest Stewardship Council (FSC) au Gabon et celles, par la Guinée équatoriale et la République démocratique du Congo (RDC), de l'interdiction d'exporter des grumes à partir de 2019.

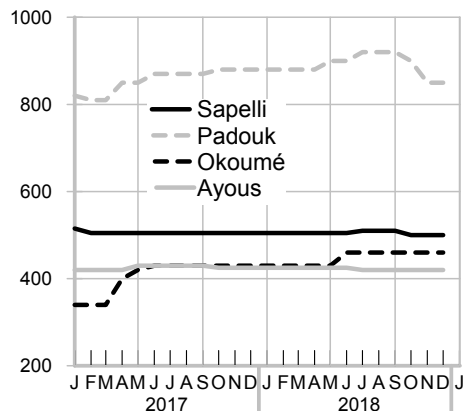
## Des prix qui finissent l'année 2018 en baisse

La fin de l'année 2017 avait vu une hausse notable du prix de la plupart des bois africains. Cette tendance s'est poursuivie début 2018 pour certaines essences très demandées par les acheteurs chinois, indiens et vietnamiens, comme le belli, l'okan, le tali et le padouk – cette dernière essence étant particulièrement prisée par les Indiens. Les grumes d'okoumé ont également affiché des prix solides. Sur le marché des grumes, le tali, essence africaine peu prisée il y a une dizaine d'années, a vu ses prix progresser régulièrement depuis (près de EUR 400 par m<sup>3</sup>), et sa valeur commerciale dépasse maintenant celle de bois traditionnellement coûteux, comme le padouk, le sipo ou le moabi. Le second semestre 2018 a néanmoins vu un effritement des prix assez général, tant pour les grumes que pour les sciages, du fait de stocks élevés



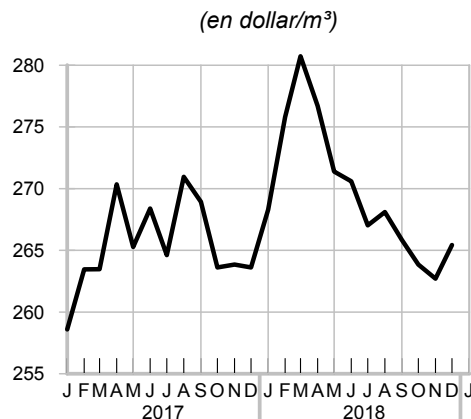


### Cours des sciages africains (en euro/m<sup>3</sup>)



(Source : OIBT)

### Cours des grumes asiatiques (Méranti du Sarawak) (en dollar/m<sup>3</sup>)



(Source : Banque mondiale)

constitués en Asie, mais aussi, probablement, du ralentissement économique de la Chine. Disponible en quantités de plus en plus faibles, le sapelli fait exception. Il a vu son prix en grumes s'affermir fin 2018, ce qui a profité aux exportateurs du Congo et de la République centrafricaine (RCA).

Compte tenu de la concurrence entre les acheteurs, les vendeurs africains ont, en général, leurs carnets de commandes bien remplis et peuvent choisir leurs clients. À ce jeu, les acheteurs asiatiques sont favorisés, au détriment des Européens. D'une part, ils sont disposés à offrir des prix souvent plus élevés pour des qualités moindres et, d'autre part, ils ne demandent pas de bois certifié ou de documentation prouvant la légalité, n'ayant pas – au contraire des Européens – à effectuer la « diligence raisonnée » requise par le Règlement Bois de l'Union européenne (RBUE). Par conséquent, les ventes de bois africains en Europe n'en finissent pas de reculer. Alors que les importations de grumes africaines sont devenues anecdotiques dans l'Union européenne (UE), les importations de bois scié en provenance d'Afrique avaient baissé de 20 % en moyenne en 2017 par rapport à l'année précédente. Les importations de sciages gabonais et congolais ont, en revanche, progressé dans l'UE en 2018, au détriment des sciages camerounais, du fait probablement de l'engorgement du

port de Douala et de la cession des actifs de Rougier au Cameroun. Les exportations de placages et de contreplaqués gabonais ont également marqué le pas en 2018.

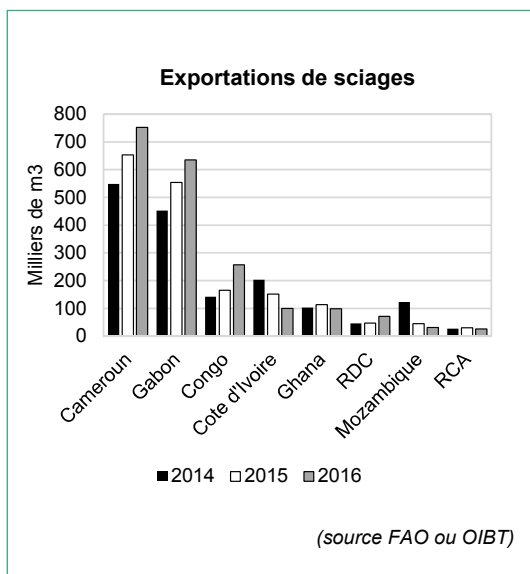
### Des « autorisations FLEGT » qui se font toujours attendre

Les pays africains n'ont que peu progressé pour mettre en place les systèmes nationaux de vérification de la légalité des bois, point sur lequel les pays signataires d'Accords de partenariat volontaire (APV) avec l'UE se sont engagés. Une fois que ces systèmes de vérification auront été testés et validés, les pays pourront exporter leurs bois vers l'UE avec des « autorisations FLEGT » (acronyme de *Forest Law Enforcement, Governance and Trade*, un programme européen proposé aux pays qui exportent du bois dans l'UE). Ces autorisations FLEGT constituent une forme certification de légalité délivrée au niveau du pays, laquelle dispense les importateurs européens des fastidieuses procédures de « diligence raisonnée » destinées à s'assurer de la légalité des bois qu'ils mettent en marché. Aujourd'hui, parmi les quinze pays qui ont signé des APV avec l'UE, seule l'Indonésie a obtenu le droit d'utiliser des autorisations FLEGT, et ce, depuis 2016. Le retard pris

par les pays africains, dont huit d'entre eux ont conclu des APV, pouvait représenter un nouveau risque de perte de parts de marché en Europe. Si les importations de bois indonésiens ont progressé en Europe en 2017-2018, cette progression n'a pas été homogène pour les différents produits et il n'y a pas eu de raz de marée. Cela suggère que les autorisations FLEGT ne sont qu'un élément parmi d'autres de la compétitivité des produits bois sur le marché européen, à côté des prix, de la qualité ou des questions logistiques... Sur le continent africain, seul le Ghana semble en mesure de finaliser le processus et d'exporter du bois avec des telles autorisations en 2019. La plupart des exportations de ce pays étant maintenant tournée soit vers l'Asie, soit vers la sous-région Afrique de l'Ouest, ce changement ne devrait cependant pas bouleverser les flux commerciaux déclinants entre l'Afrique et l'Europe.

### Les difficultés des sociétés européennes

Début 2018, la branche Afrique du Groupe Rougier annonçait un dépôt de bilan. Ce fut un choc pour la profession forestière tropicale et les observateurs de l'industrie du bois en Afrique. Entreprise familiale cotée en bourse, la société Rougier – fondée en 1923 à Niort – est une des plus anciennes et des plus importantes sociétés exploitant du bois en Afrique. Ses premières exploitations d'okoumé ayant commencé dans les années cinquante au Gabon, elle est également présente au Cameroun, au Congo et, depuis 2015, en RCA. La surface totale détenue en concession par le groupe Rougier s'élève à plus de 2,3 millions ha et celui-ci emploie 3 000 salariés, essentiellement en Afrique. Le groupe a cédé ses concessions au Cameroun à un entrepreneur national d'import-export, Sodinaf, sans références en foresterie. Rougier semble se replier sur sa filiale du Gabon, les activités en RCA étant cédées, tandis que le sort de celles du Congo Brazzaville n'était pas encore arrêté fin 2018. Les raisons indiquées par la direction du groupe pour ce dépôt de bilan renvoient à des problèmes connus et qui sont communs à l'ensemble de la filière exportatrice. À l'engorgement du port de Douala d'où partent les produits bois de la plupart des entreprises du Cameroun (mais aussi du Congo et de la RCA) après un long ache-



minement en train ou en camion, s'ajoutent les retards croissants de remboursement de la TVA aux exportateurs par les États d'Afrique centrale. Ces problèmes affectent également d'autres sociétés forestières, européennes pour la plupart, qui ont dû céder une partie de leurs actifs en 2017-2018. En 2017, le Groupe Wijma Cameroun, à capitaux hollandais, a dû céder à une entreprise concurrente (Vicwood SA, dont le siège est à Hong-kong) deux de ses cinq concessions forestières au Cameroun. En fin d'année 2018, la société Cafeco, filiale de Wijma, a dû fermer son usine de Nguti, du fait des problèmes de sécurité liés au conflit dans la zone anglophone du Cameroun. La société italienne Cora Wood SA, fabricant réputé de contreplaqué établi au Gabon, a dû céder une de ses concessions à une société chinoise pour éponger ses dettes.

### La raréfaction des essences traditionnelles

Même si les cessions d'entreprises forestières européennes à des sociétés asiatiques ont commencé au début des années deux-mille, il est probable que les difficultés actuelles de Rougier marquent un tournant. Au-delà des problèmes conjoncturels, on sent venir la fin d'un cycle économique assez vertueux. Celui-ci a été ouvert par les premiers plans d'aménagement forestiers dans les années quatre-vingt-dix et s'est prolongé

par l'essor de la certification de « bonne gestion forestière » (le label FSC et, plus récemment, le PAFC qui a certifié une concession de 600 000 ha au Gabon en 2018) une quinzaine d'années plus tard. On avait alors pensé qu'une exploitation forestière durable de la forêt naturelle, conciliant profitabilité économique, dimension écologique et progrès social, avait démontré sa faisabilité en Afrique centrale, malgré les problèmes notoires de gouvernance dans cette région. Cependant, la profitabilité de l'exploitation des forêts naturelles repose, jusqu'à maintenant, sur le prélèvement d'une poignée d'espèces bien connues des consommateurs de bois. Au Gabon, c'est l'okoumé ; au Cameroun, l'ayous, le sapelli et l'azobé ; au Congo, le sapelli au Nord et l'okoumé au Sud ; en RCA, le sapelli ; en RDC enfin, ce sont quelques essences précieuses comme le wengé ou l'afromosia qui permettent de rentabiliser les opérations. L'avantage de cette exploitation extrêmement sélective est que la forêt n'est guère endommagée par des prélèvements qui dépassent rarement, en moyenne, un ou deux arbres par hectare, soit 10 à 12 m<sup>3</sup>. Le revers de la médaille est que la concentration des récoltes sur cette poignée d'essences conduit progressivement à un épuisement du « gisement » au fur et à mesure que les forêts sont mises en exploitation de manière systématique. Cet épuisement ne signifie pas, en principe, que ces espèces deviennent menacées de disparition. Le problème est plutôt économique : les volumes restant au deuxième passage d'exploitation (légalement : 25 à 30 ans entre deux passages) ne suffisent généralement plus pour soutenir une activité industrielle et répondre à la demande des marchés. Le cas de la société Rougier est emblématique à cet égard : son rachat, en 2015, d'une concession en RCA répondait à la volonté d'approvisionner la principale usine du groupe au Cameroun, peu éloignée de la frontière centrafricaine. C'était une conséquence directe de la baisse des volumes disponibles de sapelli et d'ayous dans l'est du Cameroun, région exploitée de manière répétée par les industriels, mais aussi par les exploitants artisanaux, depuis plusieurs décennies. Au Cameroun, les problèmes de la société Wijma sont également liés à la forte baisse du volume d'azobé à la fin du premier passage en exploitation de ces permis.

## Quel impact sur la gestion forestière ?

Le retrait de plusieurs des entreprises européennes est aussi associé à un recul de la certification FSC. Rougier et Wijma au Cameroun représentaient 700 000 ha de concessions certifiées. Et en janvier 2019, c'est le groupe Olam, dont le siège est à Singapour, qui a annoncé son retrait du secteur forestier et la mise en vente prochaine des 2,1 million ha en concession au Nord-Congo (dont 1,3 million sont certifiés FSC).

Parmi les sociétés chinoises qui, maintenant, dominent la filière en Afrique centrale, on doit distinguer celles à capitaux d'État (comme SBL, ex-société familiale française du Gabon rachetée il y a quelques années, ou Sunry-Sunly – dans ce même pays –, filiale de la *China National Cereals, Oils and Foodstuffs Corporation* – COFCO –, un vaste conglomérat) et les entreprises privées, souvent constituées par d'anciens employés des entreprises d'État chinoises opérant dans l'économie forestière au Gabon. Le gouvernement de Pékin est de plus en plus attentif à l'image renvoyée par les activités d'exploitation des ressources naturelles par des sociétés chinoises, notamment en Afrique. La *Chinese State Forestry Administration* a publié dès 2007 des directives à destination des entreprises forestières opérant à l'étranger, afin que celles-ci se conforment aux lois et règlements locaux. On pourrait donc penser que les sociétés avec des capitaux d'État se dirigeraient à plus ou moins brève échéance vers des certifications de légalité – de type Origine Légale du Bois (OLB) – ou de « bonne gestion forestière » – de type FSC –, d'autant que les entreprises chinoises réexportent souvent vers l'Europe ou l'Amérique du Nord une partie du bois africain transformé en Chine. Cependant, cette volonté d'amélioration de la réputation des sociétés sous l'influence de Pékin se heurte à une pratique bien connue dans la foresterie en Asie du Sud-Est : celle de la mise en sous-traitance « par appartement » des concessions forestières à des petites entreprises privées, généralement chinoises elles aussi. L'intérêt de ces sous-traitants – rémunérés sur la base des volumes qu'ils livrent chaque mois au détenteur de la concession avec des primes pour les volumes livrés en sus du quota minimum – est de couper du bois le plus rapidement possible et au moindre

coût. Difficile, dans ces conditions, de respecter un plan d'aménagement et, partant, de recevoir une certification.

Toutes les entreprises forestières européennes en Afrique centrale ne sont pas affectées par des difficultés économiques de l'ampleur de celles du groupe Rougier. Certaines sociétés, comme la Compagnie des Bois du Gabon (CBG), Precious Wood – également au Gabon – ou encore Palisco au Cameroun (toutes trois certifiées FSC), semblent tirer leur épingle du jeu, bien qu'elles soient confrontées également à un même contexte économique et politique difficile. Une entreprise familiale française comme la CBG a même su attirer un fonds d'investissement présent de longue date au Gabon et a racheté la concession et l'usine de l'ex-Société nationale des bois du Gabon (CNBG), société publique gabonaise qui prospérait jadis grâce au monopole des exportations d'okoumé et d'ozigo et qui a échoué dans sa re-conversion industrielle.

### L'institutionnalisation légale de la certification FSC au Gabon

Le président du Gabon, Ali Bongo, a annoncé le 26 septembre 2018, à l'occasion d'une visite à une usine de transformation de bois du Groupe Rougier, que l'ensemble des concessions forestières au Gabon devront être certifiées FSC. Il y a une quarantaine de concessions actives au Gabon, couvrant près de 16 millions ha. Le FSC est considéré comme le label le plus exigeant en matière de gestion forestière. Réputée plus proche des ONG que des industriels, elle possède un concurrent « global » : le *Program for the Endorsment of Forest Certification* (PEFC), lancé avec le soutien de l'industrie du bois européenne. Le PEFC est devenu un programme mondial de reconnaissance mutuelle de certifications nationales ou régionales, souvent jugées moins exigeantes.

La décision du président gabonais constitue un pas supplémentaire dans l'utilisation d'instruments privés à des fins de régulation publique. Concrètement, elle signifie que le gouvernement gabonais se « décharge » du contrôle des concessions forestières sur une organisation internationale (le FSC) et des organismes certificateurs accrédités par le FSC. On peut aussi y voir un aveu

de l'incapacité de l'administration à réguler le secteur et à faire appliquer les plans d'aménagement, qui constituent des obligations légales.

Le choix exclusif du FSC par le Président Bongo est étonnant, dans la mesure où le label concurrent – le *Pan African Forest Certification* (PAFC), partenaire du PEFC – a commencé à se déployer (la première certification PAFC est intervenue en 2017 au Gabon) et qu'une circulaire récente du ministère en Charge des forêts poussait les entreprises à s'engager vers la certification PAFC. Plusieurs concessionnaires envisageaient jusqu'à présent d'adopter ce label qui ne met pas en question, contrairement au FSC où la question est en débat, l'exploitation au sein des « paysages forestiers intacts », une notion mise en avant par des ONG et renvoyant à des massifs boisés d'au moins 50 km<sup>2</sup> non traversés par des routes. Le choix du FSC va donc probablement poser, à un moment ou un autre, des problèmes aux entreprises qui ont ce type de « paysages intacts » au sein de leurs permis. Malgré cette déclaration présidentielle, le gouvernement gabonais pourrait toutefois assouplir sa position et admettre le PAFC à côté du FSC, voire même les certifications de légalité, au titre des documents obligatoires pour exploiter une concession.

Mais l'un des objectifs de cette mesure est vraisemblablement aussi de réduire les surfaces occupées par les concessions forestières, au profit d'une extension des aires protégées. L'abandon probable de permis par des opérateurs qui ne pourront ou ne souhaiteront pas se certifier libérera également de l'espace pour le développement de plantations de palmier à huile et d'hévéa.

La mesure d'interdiction d'exporter des grumes prises en 2011 par le gouvernement gabonais a conduit à une baisse importante de la production de bois (près d'un million de m<sup>3</sup> de moins chaque année) et à une concentration des entreprises du secteur. L'obligation de certification va, à son tour, conduire à une nouvelle phase de concentration au profit d'un nombre restreint de grandes entreprises. Les trois grandes sociétés aujourd'hui certifiées FSC étant européennes, la question est de savoir ce que feront les entreprises chinoises, lesquelles possèdent plus de la moitié des concessions du pays. On peut penser que les sociétés à capitaux publics chinois, sous le contrôle de Pé-

kin, parviendront à être certifiées, moyennant la maîtrise des pratiques de leurs sous-traitants. Pour les autres entreprises chinoises – les plus nombreuses –, la tâche s'avère cependant ardue : il est probable que nombre d'entre elles ne voudront ou ne pourront absorber les coûts de la certification sans être en mesure de les répercuter sur les prix de vente du bois. Leur départ est donc pratiquement acquis. La réduction de l'emprise des entreprises chinoises sur les forêts gabonaises pourrait ouvrir des perspectives intéressantes aux industriels indiens – qui se sont installés en nombre dans la zone franche près de Libreville (*Gabon Special Economic Zone*, opérée par le groupe Olam) – désireux d'acquérir des concessions pour sécuriser leur approvisionnement en bois, dans un contexte d'apparition de surcapacités de transformation du bois au Gabon, notamment pour le déroulage d'okoumé.

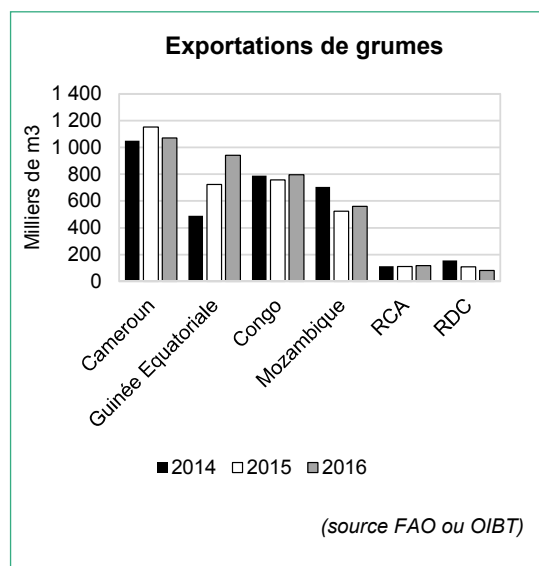
### Vers une généralisation de l'interdiction d'exportation des grumes en Afrique ?

Une étude de 2018 a montré que la part des grumes dans les exportations de bois africain a augmenté en valeur, passant de 41 % en 2008 à 55 % en 2017. La demande asiatique, chinoise notamment, pour les grumes accroît le prix moyen de celles-ci, alors que les produits de première trans-

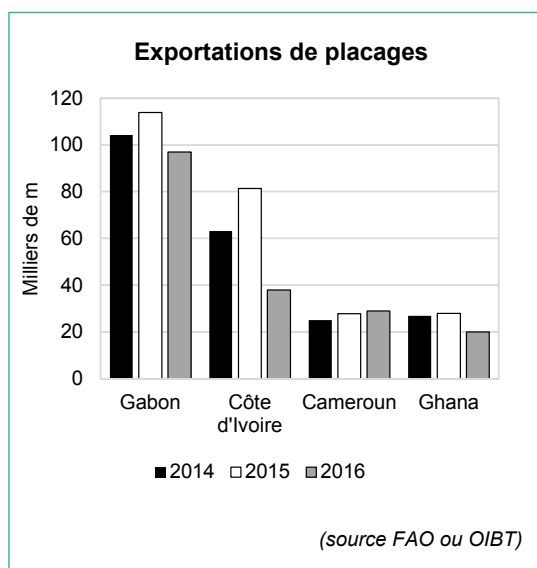
formation ne bénéficient pas d'une telle dynamique. La Chine a importé 4,2 millions de m<sup>3</sup> de bois africains en grumes en 2017. Des entrées de grumes sont enregistrées par les douanes chinoises en provenance de pays qui ont pourtant officiellement banni l'exportation de grumes, comme le Nigéria, pour une valeur de USD 329 millions, ou le Mozambique pour lequel la Chine déclare avoir importé 530 000 m<sup>3</sup> de bois brut.

Fin novembre 2018, le gouvernement de Guinée équatoriale annonçait que les exportations de bois brut seraient interdites à compter du 1er janvier 2019. Cette annonce est étonnante, car le pays, qui exporte essentiellement de l'okoumé vers la Chine, a bénéficié grandement du retrait du Gabon de ce marché depuis 2010. En 2017, la Guinée équatoriale a exporté plus d'un million de m<sup>3</sup> de grume en Chine et, fin novembre 2018, les douanes chinoises avaient enregistré 1,14 million de m<sup>3</sup>. Le petit pays côtier d'Afrique centrale se place en troisième fournisseur de la Chine, derrière la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon. En fait, cette mesure avait déjà été prise par le passé, un décret présidentiel de 2007 interdisant de telles exportations. Après la parution du décret, toutes les concessions avaient été annulées et seuls des permis à court terme furent délivrés. Cela entraîna un effondrement de la production, de plus de 500 000 m<sup>3</sup> en 2007 à 13 700 m<sup>3</sup> en 2009. Fin 2008, le décret fut abrogé *de facto* et les exportations de grumes reprirent. Shimmer International, une filiale de la grande société malaisienne Rimbunan Hijau, était revenu dans le secteur forestier après l'avoir quitté après le décret.

En RDC, le gouvernement a décidé en juin 2017 de stopper toute exportation de grumes, pour « créer de la valeur ajoutée et de l'emploi », suscitant une protestation de la profession. Dans la loi forestière en préparation au Congo, l'interdiction des exportations de grumes est également prévue. Si la RDC n'exporte qu'un peu moins de 90 000 m<sup>3</sup> de grumes par an, l'impact économique sera plus sensible au Congo, qui exporte autour d'un million de m<sup>3</sup> de grumes par an. Les gouvernements sont impressionnés par le succès de la zone franche du Gabon, qui attire de nombreux industriels grâce aux exemptions fiscales et aux avantages proposés par les autorités. Pourtant aucun bilan économique exhaustif indépendant n'a







été fait quant à l'impact de cette mesure, laquelle a, certes, permis d'accroître l'emploi direct d'environ 3000 personnes, mais qui a réduit drastiquement les recettes fiscales de l'État. En 2018, le m<sup>3</sup> d'okoumé atteignait un prix Fob de EUR 250-255, tandis que le sciage d'okoumé ne dépassait pas la valeur de EUR 430. Sachant que la plupart des scieries utilisent près de 3 m<sup>3</sup> de grumes pour produire un m<sup>3</sup> de sciage, ce rapport des prix montre bien que transformer des grumes de qualité export en bois scié dans ces conditions d'efficacité industrielle limitée ne crée pas de valeur ajoutée, mais en détruit.

Le Cameroun a, depuis la fin des années quatre-vingt-dix, interdit l'exportation de certains bois (comme le sapelli) non transformés, mais autorise l'exportation en grumes d'essences de moindre valeur commerciale, comme l'ayous. En 2017, les exportations de grumes du Cameroun ont atteint 965 000 m<sup>3</sup>, en hausse de 30 % sur l'année précédente. Dans le même temps, les exportations de sciage se sont légèrement contractées, à 666 000 m<sup>3</sup>, en baisse de 1,5 %. Les exportations de bois ont rapporté FCFA 271 milliards (EUR 413 millions). Début 2018, le gouvernement camerounais a porté les droits de sortie sur les grumes de 17,5 % à 20 %. Le pays bénéficie donc, au moins sur le plan fiscal, des mesures d'interdiction des grumes prises par ses voisins et cette tendance devrait s'accroître en 2019, vu les décisions prises par ses concurrents.

## Des perspectives peu encourageantes en 2019

Observée fin 2018, la baisse des prix des grumes les plus prisées sur les marchés asiatiques est probablement liée au ralentissement de l'économie chinoise qui devrait se poursuivre en 2019. La réorientation des flux commerciaux de bois africains, de l'Europe vers la Chine, entamée il y a une quinzaine d'années, a accru la dépendance commerciale des pays exportateurs vis-à-vis d'un client devenu prééminent. Certes, de nouveaux acheteurs importants comme l'Inde et le Viêt Nam montent en puissance, mais ils sont loin d'absorber les quantités demandées par la Chine. Il faut donc s'attendre à ce que la contraction probable de la demande chinoise ajoute aux difficultés financières de certaines entreprises liées à la diminution de leurs ressources boisées. Des difficultés qui seraient aggravées par la suppression d'un de leurs segments d'activités les plus rentables : l'exportation des grumes dont l'arrêt est programmé dans plusieurs pays. Les marchés nationaux africains du bois restent largement dominés par le commerce informel et si les gouvernements tentent, pour certains d'entre eux, de mieux contrôler la légalité des exportations de bois, peu d'efforts sont faits pour promouvoir le bois légal à l'intérieur des frontières, à commencer par les critères nécessaires pour accéder aux marchés publics.

